La revue *Environnement Urbain/Urban Environment* vue de l'intérieur : entre pertinence d'un projet intellectuel et quête de légitimité

*The journal Environnement Urbain/Urban Environment seen from the
inside: between the relevance of an intellectual project and the quest for
legitimacy*

Sandra Breux

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/craup/9215>

DOI : 10.4000/craup.9215

ISSN : 2606-7498

Éditeur

Ministère de la Culture

Référence électronique

Sandra Breux, « La revue *Environnement Urbain/Urban Environment* vue de l'intérieur : entre pertinence d'un projet intellectuel et quête de légitimité », *Les Cahiers de la recherche architecturale urbaine et paysagère* [En ligne], 13 | 2021, mis en ligne le 23 décembre 2021, consulté le 13 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/craup/9215> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/craup.9215>

Ce document a été généré automatiquement le 13 janvier 2022.

Les Cahiers de la recherche architecturale, urbaine et paysagère sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 France.

La revue *Environnement Urbain/Urban Environment* vue de l'intérieur : entre pertinence d'un projet intellectuel et quête de légitimité

The journal Environnement Urbain/Urban Environment seen from the inside: between the relevance of an intellectual project and the quest for legitimacy

Sandra Breux

Introduction

- 1 La revue scientifique *Environnement urbain/Urban Environment* (EUE¹) est née en 2007 à Montréal sous la plume de Gilles Sénécal². Évaluée par les pairs et disposant d'un comité scientifique, EUE était une revue en libre accès et indépendante, publiant des textes tant en français qu'en anglais. S'inscrivant dans le large domaine des études urbaines, elle avait pour objectif spécifique de « publier des textes qui, de près ou de loin, concernent l'étude des rapports que les sociétés urbaines entretiennent avec leur milieu³ ». En 2019, après douze années d'existence, la revue a choisi d'arrêter temporairement ses activités, tout en laissant ses archives disponibles en libre accès sur la plateforme québécoise Érudit et sur la plateforme française OpenEdition⁴.
- 2 La création d'une revue scientifique n'est pas neutre : c'est un projet intellectuel soutenu par un ensemble de choix politiques qui s'inscrivent dans un champ éditorial spécifique. Il s'agit d'une part d'un projet intellectuel, car une revue définit l'espace qu'elle entend investir. Ainsi, la revue EUE est née « du constat de la présence d'un grand nombre de revues traitant de l'environnement, mais de l'absence de revues

abordant l'environnement en milieu urbain⁵ ». Il s'agit d'autre part de choix politiques, car la diffusion de la revue relève d'orientations, notamment économiques, qui témoignent d'un ancrage idéologique dans un champ éditorial donné. En naissant en libre accès, *EUE* participait au mouvement général qui s'est développé dans les années 1990 en faveur de la science dite « ouverte⁶ ».

- 3 La création d'une revue indépendante dans un contexte francophone constitue également une aventure ambitieuse, susceptible d'être parsemée d'obstacles. Les revues dans le domaine des études urbaines sont en effet nombreuses et certaines d'entre elles bénéficient d'une longévité et d'une large renommée. Ces revues sont généralement anglo-saxonnes et détenues par des acteurs majeurs de l'édition scientifique⁷. Un tel paysage peut rendre plus difficile la percée d'une nouvelle revue indépendante fonctionnant dans deux langues. Par ailleurs, outre les considérations idéologiques qui sous-tendent la publication en accès libre, celui-ci révèle aussi une réalité économique qui peut être une source de fragilité, en raison notamment de l'assimilation qui est faite – à tort – entre accès libre et gratuité⁸. Dans ce contexte, il peut être difficile pour une nouvelle revue de faire les choix économiques qui s'imposent tout en préservant le libre accès à son contenu. Si les questions liées au libre accès constituent une part non négligeable des travaux contemporains sur l'édition scientifique⁹, les enjeux plus larges auxquels est confronté l'éditeur – souvent un chercheur¹⁰ – dans la création et la direction d'une revue dans le domaine de la recherche urbaine restent, à notre connaissance, peu abordés.
- 4 L'objectif de ce texte est donc d'identifier les enjeux que soulève la direction d'une revue scientifique dans le domaine de la recherche urbaine. Plus précisément, nous réaliserons cette identification à partir de l'exemple de la revue québécoise *EUE* et de notre expérience à la tête de celle-ci entre 2012 et 2019. Nous reviendrons dans un premier temps sur la définition d'une revue et la façon dont *EUE* a été pensée par son fondateur, avant de scruter plus finement le rôle de l'éditeur dans un contexte de libre accès. Cette rétrospective permettra d'identifier les atouts et éléments de fragilité éventuels qui – en théorie – pouvaient faciliter ou entraver l'existence de la revue. Dans un deuxième temps, nous reviendrons sur le quotidien de la revue et les numéros publiés, afin de saisir la réalité de son fonctionnement, ses forces et ses limites. La dernière partie sera l'occasion de revenir sur le rôle de l'éditeur, la fonction et le rôle que peut jouer aujourd'hui une revue dans le domaine de la recherche urbaine. Nous montrerons que la création et le maintien d'une revue en études urbaines témoignent d'une volonté de structurer le domaine et de fournir un cadre à l'innovation, tant au regard des pratiques que des théories. Par la délimitation d'un territoire intellectuel spécifique, la revue permet l'existence et l'animation d'une communauté de chercheurs. Cette plus-value tend cependant à se heurter aux défis de la publication indépendante en libre accès, de son sens et de façon plus générale, au rôle d'une revue dans la recherche aujourd'hui.

Créer et diriger une revue scientifique en études urbaines : défis et fragilités

- 5 De façon générale, l'animation d'une revue scientifique reflète les atouts et éléments de fragilité de ce type de communication scientifique dans un contexte éditorial

spécifique, tout en offrant un regard sur les différentes facettes de la fonction d'éditeur.

Un projet intellectuel spécifique

- 6 Une revue scientifique peut aujourd'hui être considérée comme un « microterritoire géré par des plates-formes réticulées entre elles, sans oublier le fait fondamental qu'une telle "revue" devient un moyen d'expression d'une communauté¹¹ ». Certains parlent d'ailleurs de cette forme de publication comme d'« une maison intellectuelle¹² ». Si la revue scientifique trace des frontières intellectuelles et contribue à créer une communauté, comment de telles délimitations peuvent-elles se concrétiser dans des domaines qui, comme celui des études urbaines, se caractérisent par la porosité de leurs frontières scientifiques ? La question mérite d'être posée, car les études urbaines sont souvent présentées comme un domaine insuffisamment conceptualisé et qui ne répond pas aux critères d'une discipline universitaire¹³.
- 7 Dans ces conditions, la pertinence de créer une revue en études urbaines laisse entrevoir certaines fragilités : le flou entourant le domaine permet certes aux chercheurs d'horizons divers de soumettre leurs travaux, mais n'exclut pas qu'ils préfèrent s'inscrire dans une discipline aux contours plus définis. Les revues « disciplinaires » sont nombreuses et la pertinence d'ajouter une nouvelle revue qui transcende plusieurs disciplines établies peut poser question. De même, la faible théorisation des études urbaines laisse entrevoir qu'une différenciation peut être difficile à opérer avec les revues professionnelles. Enfin, l'institutionnalisation du domaine des études urbaines est variable selon les contextes¹⁴, voire parfois absente¹⁵, pouvant rendre difficile la percée locale et internationale, voire la longévité, d'une revue dans ce champ.
- 8 La présence de revues scientifiques en études urbaines est également à prendre en considération, et en particulier dans le contexte nord-américain. En effet, aux États-Unis, certaines revues dominent le champ en raison de leur longévité, de leur rattachement à un éditeur commercial (ainsi qu'à un facteur d'impact) et parfois de leurs liens avec une association (Urban Affairs Association par exemple). Ces caractéristiques leur confèrent une notoriété et leur longévité apparaît souvent comme la preuve de leur qualité. Au Canada, le paysage des revues scientifiques est cependant différent. Dans ce pays, à notre connaissance, peu de revues se réclament ouvertement des études urbaines. Les chercheurs ont cependant la possibilité de soumettre leurs travaux à la *Revue canadienne de recherche urbaine/Canadian Journal of Urban Research*, créée en 1992 et basée à Winnipeg (Manitoba). La revue se définit comme « *a peer reviewed, multidisciplinary, scholarly journal dedicated to publishing articles that address a wide range of issues relevant to the field of Canadian urban studies*¹⁶ » et ne dispose pas de facteur d'impact. Il existe également la revue *Urban History Review/Revue d'histoire urbaine*, centrée sur l'histoire urbaine canadienne, basée à Toronto (Ontario), sans facteur d'impact, et dont l'objectif est de « publier des articles et des notes de recherche en anglais et en français qui aident à la compréhension de l'histoire du monde urbain et des villes canadiennes¹⁷ ».
- 9 Dans ce contexte, il existait au début des années 2000 un espace pour créer une revue en études urbaines au Québec. Cette création se justifiait d'autant plus qu'en comparaison avec les autres provinces canadiennes, le Québec est la province dans

laquelle les études urbaines sont le plus institutionnalisées¹⁸, en raison de la présence de programmes universitaires dans ce domaine et de l'existence, depuis 2002, d'un réseau interuniversitaire et interdisciplinaire de plus d'une soixantaine de chercheurs, réunis autour des études urbaines : le réseau Villes Régions Monde. La revue s'est donc insérée dans cet espace, en proposant un projet spécifique ancré dans les études environnementales et les études urbaines :

En ce sens, l'environnement était défini au croisement des sciences sociales et des études environnementales au sein de contextes urbains et métropolitains. Il s'agissait ainsi d'intégrer et de cumuler l'environnement et les enjeux sociaux urbains, les jeux d'acteurs, des situations de gestion ou de gouvernance, la référence aux structures sociales et aux aspects économiques¹⁹.

- 10 Le projet intellectuel de la revue était ainsi clairement défini.
- 11 S'il n'y avait pas à cette époque de revue propre aux études urbaines au Québec, il existait toutefois une revue en études environnementales : *VertigO*, revue électronique en sciences de l'environnement²⁰. Bien que ciblant un projet intellectuel distinct, *VertigO* pouvait interpeller certains contributeurs de la revue EUE. Au fil de son évolution, EUE s'est cependant peu à peu ancrée davantage dans le domaine des études urbaines, tout en conservant cette sensibilité à l'environnement tel que défini par son fondateur. À l'instar de *VertigO*, EUE était également une façon de publier dans la langue du contexte local, ce qui, au Québec, signifie publier en français et, dans une moindre mesure, en anglais. Au vu de la prééminence des revues anglophones et nord-américaines en études urbaines²¹, il est cependant possible de penser qu'une revue bilingue français-anglais pourrait rencontrer quelques difficultés soit à maintenir l'équilibre entre les deux langues, soit tout simplement à trouver son lectorat.

La fonction d'éditeur

- 12 En sus d'être un projet intellectuel spécifique, une revue repose sur un certain nombre de choix élaborés par l'éditeur. Ces choix sont politiques, car ils vont participer à la façon dont la revue va se positionner par rapport aux revues existantes. Avec le passage au numérique, le champ éditorial s'est scindé entre les revues dont l'accès aux textes intégraux est payant et celles dont l'accès aux textes intégraux est gratuit. Cette première distinction est grossière et nécessite une seconde distinction : les revues et leur position au sein du champ éditorial varient en fonction de leur appartenance ou non à un éditeur commercial, à une société savante ou selon les modalités de la publication en libre accès²². Depuis plusieurs années, quelques grands éditeurs commerciaux tendent à dominer le champ²³. Ces choix éditoriaux vont par ailleurs contribuer à la viabilité financière de la revue. De plus, ils participent à la façon dont la revue va construire sa légitimité auprès de la communauté scientifique. À la naissance d'EUE, des idées reçues circulaient encore chez les chercheurs : les revues avec facteur d'impact – souvent sous l'égide d'éditeurs commerciaux – bénéficiaient d'une plus grande notoriété, tandis que les revues en libre accès – généralement indépendantes –
- 13 restaient souvent mal connues, parfois associées à des revues prédatrices²⁴. Nombre de revues indépendantes, souvent de taille modeste, vivent du travail des contributeurs et des évaluateurs²⁵ sans que cela ait un lien avec la qualité de la production scientifique.
- 14 À sa naissance, EUE était en ligne et en libre accès (avec accès intégral au texte). Elle rencontre de fait ce que Christine Kosmopoulos²⁶ nomme les « “modèles alternatifs” ou

revues indépendantes qui sont publiées par les chercheurs eux-mêmes, qui cherchent à se réapproprier leurs productions ». Il y avait donc également une orientation politique spécifique. Elle n'a jamais existé en format papier. Sa diffusion s'opérait, à ses débuts, via une page Internet du réseau Villes Régions Monde (VRM)²⁷, réseau interuniversitaire de chercheurs dont l'objectif est de diffuser et de valoriser les connaissances dans le domaine des études urbaines. Le fait d'être rattaché à ce réseau constituait une vitrine de visibilité importante pour cette revue naissante. Villes Régions Monde n'était toutefois qu'un support technique et bien qu'il participât aux premiers budgets de la revue, celle-ci n'en était pas moins indépendante dans son fonctionnement. Ce lien avec VRM garantissait également une ouverture vers une communauté hétérogène de chercheurs, dans la mesure où les membres de VRM proviennent de dix universités différentes et d'une dizaine de disciplines. Néanmoins ce lien avec VRM fut de courte durée, car lorsque nous avons repris la direction de la revue, VRM a décidé de ne plus la soutenir, en raison de la fragilité financière du réseau à cette période. Cela correspondait également à une volonté de la revue de prendre son envol.

- 15 Le libre accès de la revue était conçu dans sa forme minimale : chaque numéro était disponible en format pdf sur une page web du réseau Villes Régions Monde. Gilles Sénécal avait inscrit la revue sur la plateforme québécoise Érudit, ce qui permettait une diffusion de son contenu au Québec et sur la plateforme DOAJ (Directory Open Access Journal)²⁸. De même, la revue était inscrite sur EBSCO Publishing afin d'accroître sa visibilité dans les milieux anglophones. Lorsque nous avons repris la direction de la revue, nous avons poursuivi les efforts pour augmenter sa visibilité. Nous avons ainsi pris contact avec la revue *Vertigo* afin d'en savoir un peu plus sur OpenEdition (revue.org à l'époque), mais aussi pour discuter plus largement du libre accès. Nous avons par la suite soumis la candidature au portail OpenEdition et celle-ci a été acceptée en 2015. Les contacts avec *Vertigo* ont ensuite été fréquents, car son rédacteur, outre nous former au logiciel permettant la mise en ligne des articles sur la plateforme, fut d'une grande aide dans les premières étapes de la migration d'EUE vers ce nouveau site. Membre du comité scientifique d'OpenEdition, le rédacteur de *Vertigo* avait à cœur que plusieurs revues du Québec puissent rejoindre facilement la plateforme. Ces contacts eurent lieu dans le contexte de la publication de la politique du libre accès des trois organismes subventionnaires publics et fédéraux²⁹ du Canada.
- 16 Par ailleurs, la revue publiait des textes tant en français qu'en anglais. Concrètement, ce bilinguisme se traduisait par le fait que tous les liminaires des numéros se devaient d'être disponibles en français et en anglais ; les articles pouvaient être en français ou en anglais. Lors de notre mandat, nous souhaitions d'ailleurs nous associer avec un codirecteur anglophone afin de pérenniser la présence de ces deux langues. Une autre caractéristique de la revue résidait dans sa flexibilité au regard de la forme :

Y sont publiés des articles inscrits dans les deux grandes traditions de démonstration scientifique reconnues en sciences sociales, qui renvoient d'ailleurs à deux épistémologies différentes, soit la démarche hypothético-déductive et la démarche critique. On sait que certaines revues, dans bien des cas anglo-saxonnes, privilégient la forme problème-question-données-méthodes-résultats, ancrée dans la première démarche, alors que d'autres revues, dont plusieurs francophones, mettent de l'avant les aspects historiques et les interactions sociales dans une tentative de compréhension et d'interprétation des faits et des enjeux soulevés. À cet égard, la revue a choisi d'accepter les deux démarches comme valables, et lorsqu'une évaluation par les pairs le justifie, publiables³⁰.

- 17 En affirmant cela, l'éditeur permettait l'expression de textes autres que la forme notamment privilégiée par les grands éditeurs commerciaux anglo-saxons.
- 18 EUE disposait d'une grande flexibilité en ne limitant pas le nombre de figures ou de tableaux, photographies, etc. La revue fonctionnait par un appel à numéros et publiait un seul numéro par an : l'éditeur et le secrétaire de direction sélectionnaient les numéros recevables et consultaient le comité de rédaction. Les articles étaient évalués en double aveugle. L'éditeur se chargeait de regarder si les modifications avaient été réalisées, il n'y avait pas de second retour vers les évaluateurs. En tout temps, il était possible de recevoir des contributions spontanées et l'éditeur se gardait la possibilité de créer une rubrique hors thème ou une sous-rubrique thématique dédiée. Lors de notre mandat, nous souhaitions augmenter le nombre de numéros publiés par année.
- 19 La revue disposait également d'un comité de rédaction. Celui-ci regroupait des professeurs associés au réseau Villes Régions Monde (Université de Montréal, Université du Québec en Outaouais, INRS, Université Laval, Université York, University of British Columbia, University of Victoria) et des chercheurs internationaux (université de Rouen, CNRS, université de Pau et des pays de l'Adour, université de Bern). Le rôle du comité de rédaction était décrit ainsi par le fondateur de la revue :
- Le rôle du comité de rédaction est de soutenir les objectifs de la revue tout en veillant à la bonne qualité de son contenu. Il reçoit et discute les informations concernant la publication. Il lui revient de commenter le contenu de la publication, de statuer sur les situations pouvant apparaître litigieuses, de ratifier le choix des thématiques spécifiques et faisant l'objet d'un appel de textes. Toutes les interactions entre les membres du comité de rédaction se font par voie électronique³¹.
- 20 D'un point de vue financier, la revue reposait sur une subvention publique d'une durée de trois ans, versée par un organisme fédéral de subventions : le Conseil de recherche en sciences humaines (CRSH). Le budget annuel de la revue était en moyenne de 10 000 \$, la majorité étant assumée par la subvention, tandis que VRM payait, aux débuts de l'aventure, les frais liés à l'adhésion à la plateforme québécoise Érudit (10 % du budget). Lorsque nous avons repris la direction de la revue, nous avons pris contact avec cette plateforme : il nous semblait inconcevable que 10 % du budget lui soit dédié pour la diffusion d'un seul numéro par an. Érudit nous a alors parlé d'un projet sur lequel elle était en train de travailler visant à soutenir les revues indépendantes en libre accès. Par conséquent, si durant les premières années de notre mandat nous avons versé de l'argent à Érudit, la plateforme nous a reversé l'équivalent de 10 % de notre budget annuel les dernières années. Ainsi, tant la participation à la plateforme OpenEdition qu'à la plateforme Érudit, ainsi que la politique des trois organismes de financement promouvant le libre accès³² laissaient penser que le moment était des plus favorables pour la revue. Après le retrait de VRM, la revue a obtenu un nouveau financement du CRSH. Le budget de la revue était toujours de 10 000 \$ par an, et ce pour une durée de trois années. La revue ne recevait donc aucun financement lié à une adhésion à une association ou société savante ni à un abonnement.
- 21 L'éditeur était entouré d'un secrétaire de rédaction, chargé entre autres de la correspondance avec les auteurs et du suivi des manuscrits. Le poste de secrétaire de rédaction était occupé à temps partiel par un étudiant terminant son cheminement universitaire. Deux réviseurs linguistiques (l'un consacré au français, l'autre à l'anglais) étaient sollicités au gré des demandes (et des finances) et pratiquaient des tarifs avantageux afin de participer aux succès de l'aventure. Le départ de Gilles Sénécal s'est

traduit par le départ de son équipe de soutien, qu'il a donc fallu renouveler et former, car l'adhésion à OpenEdition comportait l'apprentissage d'un nouveau logiciel pour mettre en ligne les textes.

- 22 Au terme de cette description, il est possible de brosser un portrait des atouts, des points d'interrogation et des éléments potentiels de fragilité qui – en théorie – pourraient venir influencer la vie de la revue (tableau 1).

Tableau 1. Atouts, interrogations et éléments potentiels de fragilité

	Atouts	Interrogations (atouts ou fragilité ?)	Éléments potentiels de fragilité
Projet intellectuel	Champ large avec problématique spécifique Pas de revue en études urbaines	Fonctionnement dans deux langues Hétérogénéité de la communauté visée	Présence de <i>VertigO</i> Caractère large du territoire intellectuel
Choix politiques	Libre accès au texte intégral Diffusion assurée à grande échelle et à l'échelle locale (OpenEdition, DOAJ, EBSCO, Érudit, VRM) Flexibilité de la forme des articles Réviseurs linguistiques Secrétaire de rédaction Subvention publique	Équipe de soutien non permanente Formation au logiciel d'OpenEdition	Un seul numéro par an Horizon financier de trois ans

- 23 Ainsi, la revue *EUE* aux yeux de ces deux directeurs, s'affichait comme :
- Une revue scientifique électronique, gratuite, au texte intégral en libre accès.
 - Une revue en études urbaines.
 - Une revue québécoise, en raison du lieu de sa création.
 - Une revue d'ampleur internationale (comité de rédaction international, publication en français et en anglais susceptibles d'élargir son lectorat).
 - Une revue qui accepte différentes formes et types d'articles.
- 24 La description du fonctionnement de la revue au quotidien permettra de mieux comprendre les forces et faiblesses que celle-ci a pu rencontrer au cours de son existence.

La revue au quotidien

- 25 L'analyse des numéros parus et le fonctionnement quotidien de la revue mettent en évidence que son projet intellectuel fut un atout qui s'est consolidé au fil des ans, tandis que les choix politiques réalisés ont engendré plusieurs difficultés.

Un projet intellectuel pertinent

- 26 Au cours de son existence, *EUE* a publié treize numéros thématiques, qui reflètent l'évolution du projet intellectuel de la revue : d'une part, en dépit de thématiques variées, le lien entre l'environnement et les études urbaines est présent (ville durable, inondations, agriculture urbaine, environnement, espaces verts), d'autre part, lorsque la revue a évolué vers une ouverture plus grande vers les études urbaines (arts, droit à la ville, institutionnalisation des études urbaines), cela s'est aussi reflété (tableau 2). En ce sens, la pertinence du territoire intellectuel est visible.

Tableau 2. Liste des thématiques des numéros (2007-2018)

2007	Environnement urbain : cartographie d'un concept
2008	Inondations en milieux urbains et périurbains
2009	Urbanisme et développement durable
2010	Aspects de l'environnement urbain au Brésil
2011	Ville durable et changement climatique
2012	Les défis et les perspectives de l'agriculture urbaine
2013	Villes arabes, villes durables ? Enjeux, circulations et mise à l'épreuve de nouvelles politiques urbaines
2014	Les arts : révéler, critiquer et transformer les rapports entre individus, environnement et ville
2015	Marche et environnements urbains contrastés : perspectives internationales et interdisciplinaires
2016	<i>Whose right to the city ?</i> / Le droit à la ville, pour qui ?
2017	Les espaces verts urbains : éclairages sur les services écosystémiques culturels La ville durable à l'épreuve des pratiques
2018	La présence –absence des études urbaines en France

- 27 Ce territoire intellectuel reposait aussi sur 200 chercheurs. Si l'origine géographique des contributeurs met en évidence que la majorité d'entre eux sont Français (plus de la moitié), Québécois, puis Canadiens (Ontario, Saskatchewan, Terre-Neuve et Labrador), on note également l'ancrage international de la revue avec des contributeurs de Grande-Bretagne, des États-Unis, de Suisse, d'Algérie, du Brésil, de Tunisie, de Belgique, d'Afrique du Sud, de Jordanie et du Luxembourg. Certains contributeurs sont également des praticiens de l'urbain. Ces constats sont cependant à prendre avec précaution : un article peut être écrit à plusieurs mains. Il semble en effet plus adéquat de regarder qui a dirigé les numéros.

- 28 La direction de numéro témoigne d'un équilibre entre chercheurs québécois et français : cinq numéros ont été dirigés par des chercheurs québécois, deux par des chercheurs canadiens (excluant le Québec), trois numéros ont été dirigés par des chercheurs français, un numéro est le fruit d'une collaboration entre des chercheurs québécois, luxembourgeois et français et enfin un autre d'une collaboration entre chercheurs français et québécois.
- 29 Par ailleurs, sont-ce toujours les mêmes chercheurs qui publient dans la revue ? La réponse est non. Seuls trois chercheurs ont publié deux fois dans la revue au cours de ces douze années d'existence. De même, l'équilibre entre les deux langues a été maintenu : chaque numéro dispose d'une introduction dans les deux langues et la majorité des numéros (10 sur 13) ont publié au moins un article dans une autre langue que celle du numéro. En d'autres termes, les fragilités potentielles identifiées auparavant se sont révélées être des atouts.
- 30 La réception de la revue est plus difficile à évaluer, car nous ne disposons pas de données sur ce sujet. Lors des deux demandes de financement pour soutenir la revue, il était demandé de caractériser le lectorat. Il convient de distinguer la période où la revue a été diffusée grâce au site VRM et l'après VRM, à partir du moment où elle a été diffusée sur OpenEdition. Sur VRM, nous savons que la page dédiée à la revue était consultée en moyenne 5 000 fois par an, et que la page de la revue était la deuxième la plus consultée du site. Toute nouvelle parution était de plus partagée à la liste de diffusion de VRM (800 personnes) et les appels à numéros diffusés sur des plateformes francophones et anglophones. Les données du site Érudit montrent également que la revue était consultée plus souvent que sur le site de VRM (le nombre de page vues est plus important que sur le site de VRM et les visites principalement consacrées au téléchargement d'articles). L'origine géographique des visiteurs est variée, la France arrivant en premier, suivie du Canada, des États-Unis, de l'Allemagne et de l'Algérie. Ces chiffres sont certes encourageants, mais ne nous permettent guère de qualifier le lectorat ni d'évaluer la réception de la revue. Nous avons été plusieurs fois contactés par des chercheurs français pour discuter de la revue et des potentiels de publication de numéros spéciaux. Si cela témoigne certes de la présence d'un réseau autour de la revue, les contours et l'évolution de celui-ci sont difficiles à saisir. Du côté des choix politiques, les constats sont plus facilement identifiables, mais également plus contrastés.

Une quête de légitimité locale... et de soutien financier

- 31 Le choix politique de la revue était clair : celle-ci était gratuite, en ligne, non rattachée à un éditeur commercial et indépendante. Ces caractéristiques qui avaient été pensées comme une force se sont révélées être des éléments de fragilité.
- 32 Premièrement, si pour de nombreuses personnes, l'accès libre est souvent synonyme de gratuité, l'expérience à la tête de la revue nous a aussi montré que pour certains collègues, il pouvait aussi être synonyme de mauvaise qualité ou de publication automatique. Il convient cependant de ne pas généraliser et de rappeler que l'évolution est rapide dans ce domaine. Ainsi, la situation au moment où nous écrivons ces lignes nous semble avoir considérablement évolué vers une meilleure appréciation du libre accès par rapport aux années 2012-2019. Pour certains chercheurs, être publié en accès libre, sans facteur d'impact, équivalait à ne pas avoir de résonance scientifique, à être

quasiment accepté d'emblée. Être une revue en libre accès même soutenue par une plateforme telle qu'OpenEdition ne suffisait pas à nous faire gagner en crédibilité. Cela ne semble pas cependant être lié spécifiquement à la revue, comme le souligne l'enquête menée au Québec par Piron et Lasou (2014) : il existait encore, au milieu des années 2010, une frilosité des chercheurs vis-à-vis de la publication en libre accès. Cela s'est également reflété dans notre incapacité à trouver un rédacteur anglophone pour codiriger la revue avec nous. Lors de notre mandat, les réticences envers le libre accès nous ont paru moins importantes chez les chercheurs français, mais peut-être est-ce simplement dû au fait que *EUE* constituait pour eux une revue internationale, surpassant de fait les questionnements de légitimité associés au libre accès. La revue *EUE* a donc été confrontée à un problème de légitimation de la communauté à laquelle elle s'adressait :

Le périodique scientifique remplit une « fonction sociale » de légitimation des auteurs. Grâce à la notoriété dont elle jouit, la revue opère comme un marqueur, une étiquette plus ou moins valorisée lors des procédures d'évaluation de l'activité des scientifiques et de leurs laboratoires³³.

33 Ce manque de légitimité fait également écho aux exigences des demandes de financement. Une de nos premières découvertes fut de constater que la revue ne répondait pas à celles d'un des bailleurs de fonds publics puisqu'il fallait publier un certain nombre d'articles par année, chiffre qu'*EUE* n'atteignait pas. Pour obtenir une subvention, il fallait donc publier plus, ce que nous avons réussi à faire en 2017 (deux numéros ont été publiés cette année-là). Il faut rappeler que les critères de la demande de subvention balisent le coût d'un article : à l'époque, il nous était possible de demander 850 \$ par article publié. Ces montants ont été modifiés par la suite et aujourd'hui un article en libre accès intégral et qui n'exige aucun frais aux auteurs peut demander 1 050 \$ à l'organisme fédéral de subventions (CRSH). De plus, la revue peut se prévaloir d'un 5 000 \$ supplémentaires par an si elle diffuse son contenu sur « une plateforme sans but lucratif canadienne de diffusion de contenu numérique³⁴ ». Cette option n'existait pas lors de notre mandat, mais elle témoigne de la volonté des organismes publics de financement de soutenir les communications scientifiques en libre accès et reflète le changement progressif de la communauté scientifique au sujet de l'accès libre.

34 À l'époque, la demande de subvention réalisée au sein de cet organisme subventionnaire a également apporté son lot de désillusions : il nous fallait démontrer notre impact et apporter des preuves de celui-ci. La conception même de la revue n'ayant jamais été pensée en ces termes, nous étions réduits à valoriser son impact différemment, en citant les articles ayant gagné un prix de l'Association pour la promotion de l'enseignement et de la recherche en aménagement et urbanisme (APERAU) notamment, sa vaste couverture géographique et son caractère bilingue. Nous avons exposé ensuite les notes décernées par Google au réseau VRM, à Érudit, au Directory Open Access Journal, EBSCO et OpenEdition. S'ensuivaient des chiffres de « vues » qui ne sont pas sans rappeler les propos de Philippe Minard³⁵ sur la pertinence douteuse de telles mesures. La revue a néanmoins obtenu son financement.

35 Deuxièmement, la flexibilité que nous considérions comme un atout fut aussi un élément de fragilité. Cette flexibilité prenait plusieurs dimensions : après l'acceptation de la revue sur portail OpenEdition, nous avions la possibilité de communiquer avec les auteurs via un portail d'échanges automatiques. Nous avons fait le choix de ne pas utiliser ce service, car nous avions le souhait de garder un contact privilégié avec les

auteurs et les évaluateurs. Néanmoins, nous avons parfois regretté de ne pas fonctionner comme ces revues attachées à un éditeur commercial où il n'est pas possible de soumettre son article s'il manque un élément (résumé, respect du nombre de mots, etc.). Cette absence de flexibilité a parfois du bon : nous (l'équipe de rédaction) passions beaucoup de temps à assurer un suivi auprès des auteurs pour obtenir l'ensemble des informations nécessaires à une publication relativement uniforme (du point de vue de la forme) des articles. À cela s'ajoutait la gestion des propositions spontanées sans message (juste des courriels avec des textes attachés) de plus en plus grande, et qui, bien qu'un message de présentation aurait été grandement apprécié, nécessitait une lecture.

- 36 Bien qu'handicapants, ces deux premiers éléments ne sont pas insurmontables. La légitimité s'acquiert dans le temps. Le recours au portail automatique était possible et aurait permis de rendre la fonction éditoriale moins chronophage. Néanmoins, notre budget ne nous permettait pas d'assurer la révision linguistique de façon adéquate. Dès les premières années, le fondateur de la revue avait pris l'habitude de faire par lui-même certaines révisions linguistiques, en raison des coûts qu'une révision linguistique professionnelle pouvait générer. Nous avons poursuivi cette pratique à la hauteur de nos capacités, avec toujours la frustration de ne pas pouvoir faire appel à un professionnel. Par ailleurs, nous ne pouvions réaliser cet exercice en anglais et il nous est arrivé de devoir dépenser plus de 10 % du budget annuel de la revue pour le traitement d'un seul article. Cette situation fragilisait les finances de la revue et a constitué un des plus grands défis de cette aventure (tableau 3).

Tableau 3. Atouts et éléments de fragilité

	Atouts	Éléments de fragilité
Projet intellectuel	Champ large avec problématique spécifique Pas de revue en études urbaines Fonctionnement dans deux langues Hétérogénéité de la communauté visée Caractère large du territoire intellectuel	
Choix Politiques	Diffusion à grande échelle et à l'échelle locale (OpenEdition, DOAJ, EBSCO, Érudit, VRM) Subvention publique	Libre accès au texte intégral Un seul numéro par an Horizon financier de trois ans Exigences de la demande de subvention peu en phase avec la réalité d'EUE Coûts des services de révision linguistique Flexibilité de la forme des articles

- 37 Pourquoi alors avoir mis sur pause les activités de la revue ? D'une part, nous avions débuté notre mandat en nous fixant trois objectifs : proposer la candidature d'EUE à OpenEdition, trouver un codirecteur anglophone et augmenter le nombre de numéros. La revue a fait son entrée sur OpenEdition, mais le passage sur cette plateforme a

monopolisé le temps et l'énergie de l'équipe de rédaction. Nous avons réussi en 2017 à publier deux numéros, mais nous n'avons pu trouver un codirecteur anglophone. Nous avons décidé de mettre sur pause les activités de la revue en 2019 : après presque sept ans passés à la tête de la revue, il nous semblait plus que nécessaire de passer la main. Nous n'avons cependant pas trouvé de remplaçant. Certaines personnes se sont montrées intéressées, mais le moment n'était pas le bon. Il fallait de plus réaliser une demande de subvention pour assurer le financement des trois prochaines années de la revue, soulignant l'ampleur de la fonction d'éditeur. S'ajoutait à cela le fait qu'animer une revue n'était pas, à cette époque, une activité reconnue au sein de notre institution, en dépit de son caractère chronophage. Par la suite, la mobilisation de plusieurs éditeurs a cependant permis une meilleure reconnaissance de cette activité.

Une revue scientifique en études urbaines : entre structuration et innovation de la recherche

- 38 Cette brève incursion dans les dessous de la revue EUE permet de saisir quelques-uns des enjeux qui sous-tendent l'animation d'une revue scientifique. Plus encore, ce portrait montre le rôle que peut jouer une revue au sein du vaste domaine des études urbaines.
- 39 La création et le maintien d'une revue reposent d'abord et avant tout sur la volonté de structurer un domaine³⁶, dans ce cas celui des études urbaines. En ce sens, une des motivations de l'éditeur est d'élaborer une vision du domaine et de la porter. L'expérience d'EUE montre qu'en dépit des frontières floues propres aux études urbaines, il y a place à la création de « territoires scientifiques » spécifiques³⁷. EUE, en se positionnant à l'intersection des études environnementales et des études urbaines, a créé un territoire sur lequel elle a su rassembler une communauté. Plus tard, l'élargissement de la revue aux études urbaines en général a maintenu sa pertinence. Dans la mesure où le domaine des études urbaines demeure faiblement institutionnalisé au Canada et reste encore en quête de reconnaissance dans d'autres pays, l'existence de revues telles qu'EUE semble, sinon nécessaire, du moins utile pour rassembler des chercheurs qui s'identifient davantage au vaste domaine de la recherche urbaine qu'à une discipline spécifique.
- 40 La création d'un projet intellectuel par l'éditeur sous-entend également que celui-ci est prêt à animer la communauté qu'il rassemblera. Cette animation constitue également une des raisons qui pousse un chercheur à accepter une telle mission. Dans le cas d'EUE, l'animation était indispensable dans la mesure où la revue était naissante : parler de la revue, contacter d'éventuels rédacteurs, assister à des événements et la rendre visible sont autant de tâches dévolues à l'éditeur. À ses débuts, la revue disposait de prospectus papier qui étaient distribués lors d'événements scientifiques en études urbaines. Par la suite, la promotion s'est réalisée sur Internet. Dans ce contexte, l'éditeur est celui qui arrive avec son réseau de chercheurs et qui est prêt à le mettre à la disposition de la revue. Il « gagne » en retour le réseau de la revue³⁸.
- 41 L'éditeur crée donc du « lien » : c'est là une des plus-values de son rôle et de celle d'une revue. Publier, que ce soient des données ou un article scientifique, n'est pas suffisant pour que la publication soit reprise et débouche sur de nouvelles avenues. La revue et son éditeur apportent la « plus-value », c'est-à-dire un cadre d'échanges³⁹. Cet échange

pose les jalons de l'innovation dans le domaine. L'innovation est à la base de toute publication scientifique⁴⁰, car par définition une publication scientifique part de l'existant pour explorer quelque chose de nouveau ou sous une nouvelle forme. Si cela est particulièrement important pour l'ensemble de la recherche scientifique, cela résonne de façon particulière en études urbaines : elles fournissent des réflexions et des études qui peuvent être utilisées par les praticiens de l'urbain. Cela rend la publication de travaux sur le contexte local d'autant plus pertinente, notamment si celle-ci est accessible dans son intégralité. Cela va de pair notamment avec les exigences des organismes subventionnaires depuis plusieurs années : la recherche doit être pertinente socialement (en d'autres termes être utile tant pour les décideurs, les praticiens que pour le grand public). Nous évoquions également au début de ce texte que le domaine des études urbaines est insuffisamment théorisé : l'existence d'une revue donne un cadre à un ensemble de savoirs qui permettront l'émergence de théories.

- 42 Si, pour certains, le libre accès des publications scientifiques ne va pas assez loin et devrait permettre l'accès aux différentes versions du texte et un dialogue entre évaluateurs et auteurs afin que la réactivité entre ces deux types d'acteurs soit notamment plus élevée, deux éléments essentiels ne doivent pas être négligés. Certains portails numériques de publications scientifiques (aucun en études urbaines à notre connaissance) répondent à quelques-uns de ces critères actuellement : les commentaires des évaluateurs sont publiés sur un forum et présentés par la direction du numéro. L'auteur doit répondre à chacun des commentaires pour pouvoir ensuite recevoir de nouveau le regard des évaluateurs. Deux éléments sont cependant à prendre en considération. D'une part, une fois l'article accepté pour publication par les évaluateurs, l'auteur doit payer pour voir son texte publié. D'autre part, la réactivité auteur-évaluateur se réalise dans une temporalité serrée, chacun des acteurs disposant de délais très courts pour répondre. Cela sous-entend un investissement temporel dont que tous n'ont pas, et qui, à tout le moins, mériterait de faire l'objet d'une reconnaissance et nécessiterait de repenser la façon dont le travail de chercheurs est aujourd'hui évalué⁴¹. Force est de constater toutefois que le regard sur le libre accès a évolué durant les années d'activités d'EUE, et si celle-ci reprenait ses activités, l'expérience serait probablement différente.
- 43 Dans un tel contexte, l'existence de revues indépendantes uniquement financées par le secteur public et portée par des chercheurs semble précieuse. Les revues nécessitent cependant de bénéficier d'un soutien professionnel et financier adéquat, afin de « lutter » à armes égales avec l'ensemble des modèles commerciaux dominants. L'existence d'une telle forme de communication scientifique est d'autant plus nécessaire qu'elle est moins assujettie à des diktats de forme qui peuvent parfois conduire à un lissage des propos au détriment d'expressions plus originales de pensée, tendance à laquelle les études urbaines n'échappent pas.

BIBLIOGRAPHIE

Philippe Minard, « Les revues à l'âge numérique : Au péril de l'idéologie », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2015, pp. 8 –21.

Ghislaine Charton, « Scénarios prospectifs pour l'édition scientifique », *Hermès*, 2.57, 2010, pp. 123-29.

Christine Kosmopoulos, « *Cyberge* et les périodiques électroniques scientifiques », *Cyberge*, 2002, [en ligne] [<https://doi.org/10.4000/cyberge.14253>].

Xavier Landes, « Les enjeux normatifs et politiques de la diffusion de la recherche : bénéfices sociaux et libre accès », *Revue Européenne Des Sciences Sociales*, 52 –1, 2014, 65–92, [en ligne] [<https://doi.org/10.4000/ress.2663>].

Josée Saint-Pierre, Maripier Tremblay et Sophie Reboud, « Chercheurs, engagez-vous dans l'écosystème scientifique ! », *Revue internationale P.M.E. : Économie et gestion de la petite et moyenne entreprise*, 32.1, 2019, p. 7, [en ligne] [<https://doi.org/10.7202/1059176ar>].

Jean-Claude Guédon et Alain Loute, « L'histoire de la forme revue au prisme de l'histoire de la “ grande conversation scientifique ” » : entretien avec Jean-Claude Guédon réalisé par Alain Loute, préparé avec l'aide de Caroline Glorie, Thomas Franck et Andrea Cavazzini », *Cahiers Du GRM*, 12, 2017, [en ligne] <https://doi.org/10.4000/grm.912>.

Bernd H Schmitt and others, « Our Journal, Our Intellectual Home », *Journal of Consumer Research*, 47.5, 2021, pp. 633 –635, [en ligne] <https://doi.org/10.1093/jcr/ucaa065>.

Mark Savickas, « Journal of Vocational Behavior's 50 th Anniversary : Looking Back and Going Forward », *Behavior*, 125.103540, 2021.

William M. Bowen, Ronnie A. Dunn et David O. Kasdan, « What Is “Urban Studies”? Context, Internal Structure, and Content », *Journal of Urban Affairs*, 32.2, 2010, pp. 199 –227, [en ligne] <https://doi.org/10.1111/j.1467-9906.2009.00474.x>

Sandra Breux *et al.*, « Les études urbaines et l'urbanisme au Québec : deux compagnons de route indissociables, indépendants et qui s'ignorent ? », *Revue Internationale d'urbanisme*, 1.1, 2015, [en ligne] <http://www.riurba.review/Revue/les-etudes-urbaines-et-lurbanisme-au-quebec-deux-compagnons-de-route-indissociables-independants-et-qui-signorent/>

Laurent Devisme et Sandra Breux, « Présence-Absence des études urbaines en France : enjeux et perspectives », *Environnement Urbain/Urban Environment*, 13, 2018.

Jean-Pierre Collin *et al.*, *Dix ans d'études urbaines au Québec : bilan et perspectives d'avenir*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2011.

Nathalie Pignard-Cheynel, *L'édition de revues scientifiques : une forme de marchandisation de la diffusion des Connaissances*, 2005, pp. 1 –15.

Vanessa Allnutt and Marc-André Goulet, « Libre accès : vers une science plus ouverte », *Documentation et bibliothèques*, 61.1, 2015, p. 3, [en ligne] <https://doi.org/10.7202/1028998ar>

Emanuela Chiriac et Stéphane Labbé, « Le libre accès : acteurs et enjeux », *Documentation et bibliothèques*, 62.1, 2016, p. 3, [en ligne] <https://doi.org/10.7202/1035924ar>

Gérard et M. Kleiche-Dray, « La revue scientifique : un élément d'analyse des sciences humaines et sociales », *African Sociological Review/Revue Africaine de Sociologie*, 13.1, 2010, [en ligne] <https://doi.org/10.4314/asr.v13i1.57757>

Martine Vidal, « Innovation et revue scientifique. Avant d'ouvrir le cinquième volume de *Distances et Savoirs...* », 4, 2006, pp. 565–76.

Jean Bernatchez, « Le libre accès aux articles scientifiques : référentiels, principes, normes et modalités », *Documentation et Bibliothèques*, 61.1, 2015, pp. 6–14, [en ligne] <https://doi.org/10.7202/1028999ar>

NOTES

1. La revue est accessible [en ligne] [<https://journals.openedition.org/eue/>], consultée en septembre 2021.
2. Gilles Sénécal, professeur-chercheur à l'INRS, Urbanisation Culture Société, Montréal.
3. Gilles Sénécal, *Environnement Urbain/Urban Environment*, Montréal, 2011.
4. « Au Québec, le portail Érudit, créé en 1998, est un consortium interuniversitaire qui offre un accès à plusieurs types de documents : articles de revues scientifiques et culturelles, livres et actes de colloques, mémoires et thèses, ainsi que d'autres documents et données de recherche en sciences humaines et sociales. Ils sont disponibles en libre accès ou en accès restreint selon le modèle de diffusion de la revue. L'ensemble des archives est offert en libre accès (après la dernière année de publication pour les revues savantes et les trois dernières années pour les revues culturelles). En France, le portail Revues.org existe depuis 1999 ; on y retrouve 100 000 articles associés à plus 450 revues scientifiques et 3 650 ouvrages en sciences humaines et sociales » (Jean Bernatchez, « Pourquoi et comment publier en libre accès », dans Pierre Noreau et Emmanuelle Berheim, *Devenir Professeur*, Montréal, Presses de l'université de Montréal, 2019, pp. 169-181. Une version de ce chapitre est disponible [en ligne] [https://polyedre.uqam.ca/fichier/document/Pourquoi_et_comment_publier_en_libre_acces_Bernatchez-3.pdf], consultée en septembre 2021. OpenEdition est « une infrastructure complète d'édition électronique au service de la communication scientifique en sciences humaines et sociales. Elle rassemble quatre plateformes complémentaires dédiées respectivement aux livres, aux revues, aux blogs de recherche et aux annonces scientifiques. En 2018, l'ensemble de ces plateformes, dont les contenus sont majoritairement en libre accès, a reçu 64 millions de visites, provenant du monde entier. Des services complémentaires sont proposés via les bibliothèques et institutions abonnées » (Source : OpenEdition, 2021).
5. Gilles Sénécal, *Environnement Urbain/Urban Environment*, op. cit.
6. Philippe Minard, « Les revues à l'âge numérique : Au péril de l'idéologie », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2015, pp. 8-21 ; Ghislaine Charton, « Scénarios prospectifs pour l'édition scientifique », *Hermès*, 2.57, 2010, pp. 123-29.
7. Christine Kosmopoulos, « Cybergeos et les périodiques électroniques scientifiques », *Cybergeos*, 2002, [en ligne] [<https://doi.org/10.4000/cybergeos.14253>].
8. Philippe Minard, « Les revues à l'âge numérique... », op. cit.
9. Xavier Landes, « Les enjeux normatifs et politiques de la diffusion de la recherche : Bénéfices sociaux et libre accès », *Revue Européenne Des Sciences Sociales*, 52-1, 2014, pp. 65-92, [en ligne] [<https://doi.org/10.4000/ress.2663>].
10. Josée St-Pierre, Maripier Tremblay et Sophie Reboud, « Chercheurs, engagez-vous dans l'écosystème scientifique ! », *Revue internationale P.M.E. : Économie et gestion de la petite et moyenne entreprise*, 32.1, 2019, 7, [en ligne] [<https://doi.org/10.7202/1059176ar>].

11. Jean-Claude Guédon et Alain Loute, « L'histoire de la forme revue au prisme de l'histoire de La "grande Conversation scientifique" : entretien avec Jean-Claude Guédon, réalisé par Alain Loute, préparé avec l'aide de Caroline Glorie, Thomas Franck et Andrea Cavazzini », *Cahiers du GRM*, 12, 2017, [en ligne] [<https://doi.org/10.4000/grm.912>].
12. Bernd H Schmitt *et al.*, « Our Journal, Our Intellectual Home », *Journal of Consumer Research*, 47.5, 2021, pp. 633–635, [en ligne] [<https://doi.org/10.1093/jcr/ucaa065>]; Mark Savickas, « Journal of Vocational Behavior's 50 th Anniversary: Looking Back and Going Forward », *Behavior*, 2021, [en ligne] DOI : 125.103540
13. William M. Bowen, Ronnie A. Dunn et David O. Kasdan, « What Is "Urban Studies"? Context, Internal Structure, and Content », *Journal of Urban Affairs*, 32.2, 2010, pp. 199–227, [en ligne] [<https://doi.org/10.1111/j.1467-9906.2009.00474.x>].
14. Sandra Breux *et al.*, « Les études urbaines et l'urbanisme au Québec : deux compagnons de route indissociables, indépendants et qui s'ignorent ? », *Revue Internationale d'urbanisme*, 1.1, 2015, [en ligne] [<http://www.riurba.review/Revue/les-etudes-urbaines-et-lurbanisme-au-quebec-deux-compagnons-de-route-indissociables-independants-et-qui-signorent/>].
15. Laurent Devisme et Sandra Breux, « Présence-Absence des études urbaines en France : enjeux et perspectives », *Environnement Urbain/Urban Environment*, 13, 2018.
16. Revue canadienne de recherche urbaine, *About the Journal*, 2021, [en ligne] [<https://cjur.uwinnipeg.ca/index.php/cjur/about>], consultée en avril 2021.
17. Pour plus d'informations, voir [en ligne] [<https://www.utpjournals.press/loi/uhr>].
18. Jean-Pierre Collin *et al.*, *Dix ans d'études urbaines au Québec : bilan et perspectives d'avenir*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2011.
19. Gilles Sénécal, *Environnement Urbain/Urban Environment*, *op. cit.*
20. Celle-ci se définit ainsi : « Vertigo publie des recherches originales utilisant dans la mesure du possible des approches pluri, multi ou transdisciplinaire. Les articles soumis doivent aborder un problème de gestion environnementale en utilisant des approches telles que les études de cas, les analyses théoriques, les analyses empiriques, les techniques pratiques (modèles mathématique et informatique) visant à questionner des observations environnementales » (source : Vertigo, 2021).
21. Christine Kosmopoulos, « Cybergeographie et les périodiques électroniques scientifiques », *op. cit.*
22. *Idem* ; Ghislaine Charton, « Scénarios prospectifs pour l'édition scientifique », *op. cit.*
23. Nathalie Pignard-Cheynel, « L'édition de revues scientifiques : une forme de marchandisation de la diffusion des connaissances », *Sciences de la société*, n°66, octobre 2005, pp. 1–15.
24. Vanessa Allnutt and Marc-André Goulet, « Libre accès : vers une science plus ouverte », *Documentation et bibliothèques*, 61.1, 2015, 3, [en ligne] [<https://doi.org/10.7202/1028998ar>].
25. Xavier Landes, « Les enjeux normatifs et politiques de la diffusion de la recherche... », *op. cit.*
26. Christine Kosmopoulos, « Cybergeographie et les périodiques électroniques scientifiques », *op. cit.*
27. www.vrm.ca
28. Gilles Sénécal, *Environnement Urbain/Urban Environment*, *op. cit.*
29. http://www.science.gc.ca/eic/site/063.nsf/fra/h_F6765465.html, page consultée en septembre 2021.
30. Gilles Sénécal, *Environnement Urbain/Urban Environment*, *op. cit.*
31. Gilles Sénécal, *Environnement Urbain/Urban Environment*, *op. cit.*
32. « Les principes de base et les retombées de la politique harmonisée des trois organismes dans le domaine de la publication des revues savantes : contrainte du libre accès douze mois après la publication initiale, valorisation de la recherche, mobilisation des connaissances, le tout dans le respect de l'excellence et du choix du chercheur » (Emanuela Chiriac et Stéphane Labbé, « Le libre accès : acteurs et enjeux », *Documentation et bibliothèques*, 62.1, 2016, p. 3, [en ligne] [<https://doi.org/10.7202/1035924ar>]).
33. Nathalie Pignard-Cheynel, « L'édition de revues scientifiques... », *op. cit.*

34. Site du CRSH : https://www.sshrc-crsh.gc.ca/funding-financement/programs-programmes/scholarly_journals-revues_savantes-fra.aspx, consulté en septembre 2021.
35. Philippe Minard, « Les revues à l'âge numérique... », *op. cit.*
36. E Gérard and M. Kleiche-Dray, « La Revue Scientifique : Un élément d'analyse des sciences humaines et sociales », *African Sociological Review/Revue Africaine de Sociologie*, 13.1 (2010) <<https://doi.org/10.4314/asr.v13i1.57757>>.
37. Jean-Claude Guédon et Alain Loute, « L'histoire de la forme revue au prisme de l'histoire de La "grande Conversation scientifique" », *op. cit.*
38. Nathalie Pignard-Cheynel, « L'édition de revues scientifiques... », *op. cit.*
39. Jean-Claude Guédon et Alain Loute, « L'histoire de la forme revue au prisme de l'histoire de La "grande Conversation scientifique" », *op. cit.*
40. Martine Vidal, « Innovation et revue scientifique. Avant d'ouvrir Le cinquième volume de distances et savoirs... », 4, 2006, 565 –76.
41. Jean Bernatchez, « Le libre accès aux articles scientifiques : référentiels, principes, normes et modalités », *Documentation et Bibliothèques*, 61.1, 2015, pp. 6–14, [en ligne] [<https://doi.org/10.7202/1028999ar>].

RÉSUMÉS

L'objectif de ce texte est de réfléchir aux enjeux qui sous-tendent l'animation d'une revue en études urbaines. À partir de l'expérience de la revue *Environnement urbain/Urban Environment (EUE)* – une revue indépendante, évaluée par les pairs, dotée d'un comité scientifique et en accès libre – nous montrons que la création et le maintien d'une revue en études urbaines témoigne d'une volonté de structurer le domaine et de fournir un cadre à l'innovation, tant au regard des pratiques que des théories. Par la délimitation d'un projet intellectuel spécifique, la revue permet en outre l'existence et l'animation d'une communauté de chercheurs, élément non négligeable lorsqu'on sait que les études urbaines sont un domaine faiblement institutionnalisé et aux contours flous. Cette plus-value tend cependant à se heurter aux défis de la publication indépendante en accès libre, de son sens, et de façon plus générale, au rôle d'une revue dans la recherche aujourd'hui.

The purpose of this paper is to think about the issues underlying the animation of an urban studies journal. Based on the experience of the journal *Environnement urbain/Urban Environment (EUE)* – an independent, peer-reviewed and open access journal with a scientific committee – we show that the creation and maintenance of a journal in urban studies expresses a desire to structure the field and provide a framework for innovation, both in terms of practices and theories. By defining a specific intellectual project, the journal also allows for the existence and animation of a community of researchers, which is important when one considers that urban studies is a weakly institutionalized field with unclear boundaries. However, this added value tends to come up against the challenges of independent open access publishing, its meaning and, more generally, the role of a journal in research today.

INDEX

Mots-clés : Environnement urbain, Études urbaines, Accès libre, Éditeur, Évaluation de la recherche

Keywords : Urban Environment, Urban Studies, Open Access, Editor, Research Evaluation

AUTEUR

SANDRA BREUX

Sandra Breux est professeure-chercheuse à l'Institut national de la recherche scientifique (INRS) à Montréal. Depuis 2019, elle dirige le réseau Villes Régions Monde (VRM), un réseau de diffusion et de valorisation des connaissances sur les enjeux urbains et les villes regroupant 76 chercheurs issus de plusieurs universités québécoises. Parallèlement à cette activité, les intérêts de recherche de Sandra Breux se concentrent tant sur la démocratie représentative municipale que sur le rôle du territoire sur les comportements individuels. Elle a par ailleurs dirigé la revue *Environnement urbain/Urban Environment* de 2007 à 2019.